

BGE 54 III 174

Bundesgericht (BGE), 1928-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_54_III_174

FR: ATF 54 III 174

IT: DTF 54 III 174

Volltext

174 Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N^o 37. von ihm in ungesetzlicher Weise angebahnte Herausgabe widerrufen, um es neu, den bestehenden Vorschriften entsprechend einleiten zu können (was er auch durch den Erlass des zweiten Rundschreibens vom 25. April getan hat). Dass er diesen Widerruf den Parteien nicht sofort mitgeteilt, spielt keine Rolle es genügt, dass er die Verfügung tatsächlich aufgehoben hat. Demnach erkennt die Schuldbetr.- und Konkurskammer : Der Rekurs wird abgewiesen. 37. Arrêt du 13 juin 1928 dans la cause Caisse hypothécaire de Genève. Convention franco-suisse de 1869. Loi régissant les effets de la faillite. Les effets de la faillite ouverte dans l'un des Etats contractants s'étendent à l'autre pays. Y sont régis par la loi du pays ou le jugement déclaratif a été rendu?, sous réserve des dispositions de l'art. 6 al. 2, 3 et 5 et de l'art. 7 de la convention. Poursuites individuelles des créanciers hypothécaires. Des l'instant qu'en droit français les créanciers hypothécaires conservent, notwithstanding la faillite, leur droit de poursuite individuel en réalisation de l'immeuble hypothéqué le syndic d'une liquidation judiciaire ouverte en France n'est pas fondé à s'opposer à la continuation d'une poursuite en réalisation d'hypothèque introduite en Suisse. Schweiz-Deutsch-Französischer Vertrag von 1869: Die Wirkungen des in einem der Vertragsstaaten ausgesprochenen Konkurses werden auf den anderen Vertragsstaat ausgedehnt und hier vom Rechte desjenigen Vertragsstaates beherrscht, in welchem der Konkurs eröffnet worden ist, unter Vorbehalt der Bestimmungen des Art. 6 Abs. 2, 3 und .. 5. und des Art. 7 des Staatsvertrages. Da nach französischem Rechte die Grundpfandgläubiger trotz der Konkurseröffnung die Befugnis zur Einzelvollstreckung in das verpfändete Grundstück behalten, so kann der Vertreter der Masse (Syndic) einer in Frankreich eröffneten «liquidation judiciaire» die Fortsetzung einer in der Schweiz anhängigen Pfandbetreibung nicht hindern. Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N^o 37. 175 Trattato Franco-Svizzero del 1869. Legge che regola gli effetti della fallimento. Gli effetti di un fallimento aperto in uno degli Stati contraenti si estendono all'altro e sono retti dalla legge del paese della dichiarazione del fallimento, riservati i disposti dell'art. (2, 3 e 5 e dell'art. 7 del trattato. Eseecuzione individuale dei creditori ipotecari. Poiché, secondo il diritto francese, i singoli creditori ipotecari conservano il diritto, malgrado il fallimento, di escutere singolarmente il debitore in realizzazione del pegno, il sindaco di una liquidazione giudiziaria aperta in Francia non ha la facoltà di opporsi al proseguimento di un'esecuzione in realizzazione di pegno immobiliare promossa in Svizzera. Jean, dit John Conversy, négociant à St-Julien (Haute-Savoie), possède à Genève des immeubles grevés d'une hypothèque donnée à la Caisse hypothécaire de Genève pour garantir le paiement d'une dette de 42,000 fr. En date du 7 juin 1926, la Caisse hypothécaire a intenté à son débiteur Conversy une poursuite en réalisation d'hypothèque ; le commandement de payer n'a pas été frappé d'opposition. En août 1927, Conversy obtint à Genève un sursis concordataire, mais le concordat ne fut pas homologué par le motif qu'une

liquidation judiciaire avait été ouverte en France, à St-Julien, contre le débiteur. Celui-ci fut déclaré en faillite, à Genève, le 14 février 1928, mais la faillite fut révoquée le 3 mars par la Cour de Justice. La Caisse hypothécaire demanda alors la continuation de sa poursuite en réalisation d'hypothèque. L'office de Genève lui répondit le 8 mars 1928 que sa poursuite en réalisation d'hypothèque était suspendue jusqu'à nouvel avis, à la requête de Me Belin, avoué à St-Julien, syndic de la liquidation judiciaire Conversy. La créancière porta plainte contre cette décision de suspension en concluant à ce qu'il plaise à l'Autorité de surveillance :

1. dire que la suspension des poursuites prononcée par l'office ne concernait pas la réalisation des immeubles,
2. impartir un délai convenable à Me Belin : 176

Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 37. a) pour justifier de ses pouvoirs, b) pour produire l'exequatur du jugement français prononcé (ant la liquidation judiciaire de John Conversy. Par exploit du 27 mars, Me Belin a demandé aux tribunaux de Genève de déclarer exécutoires les jugements français relatifs à la liquidation judiciaire ouverte à St-Julien contre le débiteur. Statuant sur la plainte le 28 avril 1928, l'Autorité de surveillance l'a rejetée. Les motifs de sa décision peuvent se résumer comme suit : Me Belin a justifié de l'existence d'une liquidation judiciaire Conversy en France, ainsi que de sa qualité de syndic de ladite liquidation. Il n'y a pas lieu de lui impartir un délai pour demander l'exequatur des jugements en question, puisqu'il a déjà formulé une telle demande. La liquidation judiciaire du droit français doit être assimilée à la faillite. Or, d'après les dispositions du traité franco-suisse de 1869, le syndic d'une faillite prononcée dans l'un des États contractants pourra poursuivre dans l'autre État la réalisation des immeubles qu'y possède le failli, en se conformant aux lois de cet État. En vertu de l'art. 206 LP, la faillite fait tomber les poursuites individuelles et notamment les poursuites en réalisation de gage immobilier. Des lors, si la faillite prononcée en Suisse fait cesser de telles poursuites, le syndic d'une faillite ouverte en France peut s'opposer à toute poursuite en réalisation d'hypothèque introduite en Suisse contre le débiteur déclaré en faillite. À ce mémoire déposé en temps utile, la Caisse hypothécaire de Genève a recouru au Tribunal fédéral en lui demandant d'ordonner que la poursuite en réalisation d'hypothèque, commencée à Genève contre Conversy, suive son cours. Considérant en droit : La qualité de Me Belin, avoué à St-Julien, peut agir comme syndic de la liquidation judiciaire Conversy, à Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 37. 177 l'effet de faire valoir les droits de la masse, n'est plus contestée par la recourante. Le litige porte uniquement sur la question de savoir si l'office des poursuites de Genève était en droit de donner suite à la requête du syndic de la liquidation judiciaire et d'ordonner la suspension de la poursuite en réalisation de l'hypothèque constituée par Conversy sur ses immeubles genevois en faveur de la Caisse hypothécaire. D'après la convention franco-suisse du 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements civils, qui consacre le régime de l'unité de la faillite (cf. RO 54 I n° 8), la faillite valablement prononcée dans l'un des pays contractants déploie aussi ses effets dans l'autre État et c'est en principe la loi du pays où elle a été ouverte qui en détermine les effets. La convention réserve, il est vrai, l'application de la loi du lieu de la situation des biens en ce qui concerne le mode de vente des meubles et immeubles et en ce qui concerne la distribution du prix des immeubles aliénés (art. 6, al. 3 et 5). Elle fixe aussi le fond de certaines contestations (art. 7) et exige que le jugement déclaratif de faillite ait été déclaré exécutoire, lorsque les organes de la faillite entendent procéder à la réalisation des biens meubles ou immeubles situés dans l'autre pays (art. 6 al. 2). Mais, sous réserve de ces dispositions, les effets de la faillite ouverte dans l'un des deux pays, par le juge compétent *ratio non fori*, s'étendent à l'autre pays et y sont régis par la loi du

pays Oll le jugement declaratif a iU rendu. Par consequent, il ne s'agit point en l'espece de savoir si, d'apres le droit suisse, la faillite arrete les poursuites hypothecaires en cours au moment de son ouverture - ce qui est d'ailleurs incontestable, - mais de savoir si une faillite ou une liquidation judiciaire, ouverte en France, a, sous ce rapport, le meme effet qu'une faillite prononcee en Suisse, c'est-a-dire si, d'apres la loi fran- 178 Schuldbtreibungs- und Konkursrecht. N° 37. ~aise, la faillite met obstacle a ce qu'un creancier hypo- thecaire poursuive la realisation de son hypothec en dehors de la faillite. Cette question doit etre tranchee par la negative. De meme que la plupart des legislations, la loi fran- ~aise considere l'exercice de poursuites individuelles comme incompatible avec la faillite et les interdit des .l'ouverture de celle-ci, mais contrairement au droit suisse, qui fait exception a cet egard, elle ne va pas jusqu'a arreter les poursuites qui tendent uniquement a la realisation d'un droit de gage immobilier. En droit fran~ais, les creanciers hypothecaires conservent, nonob- tant la faillite du debiteur, leur droit de poursuite indi- viduel en realisation de l'immeuble hypothec. C'est la la regle consacree par la jurisprudence et la doctrine, applicable aussi bien a la liquidation judiciaire qu'a la faillite (cf. THALLER et PERCEROU, Des faillites et ban- queroutes, vol. I n° 762, texte et note 1, p. 743 ; LYON- CAEN et RENAULT, vol. VII n° 252 ; DALLOZ, Repertoï:e pratique, vol. 6, de 1914, Faillite n° 682; PANDECTES FRAN9AISES, Repertoire, v. Faillite et Liquidation judi- ciaire, n° 4266). L'opinion dominante est aussi, bien que sur ce point il y ait quelque controverse, que les creanciers hypothe- caires ne sont tenus de faire verifier leurs creances dans la faillite que s'ils veulent _y intervenir pour un solde non couvert, tandis qu'ils n'y sont pas astreints, lors- qu'ils se bornent a poursuivre la realisation de leur gage (cf. THALLER et PERCEROU, vol. II n° 1230 et suiv.; LYON-CAEN et RENAULT, vol. VII n° 554; DALLOZ, vol. 6, nos 1444 et 1446). En tout cas, les creanciers hypothecaires echappent, en droit fran~is, a la regle de la cessation des poursuites individuelles. Il s'ensuit qu'en l'espece, le representant de la liqui- dation judiciaire Conversy ne serait pas fonde a s'opposer a l'ouvertun~ ou a la continuation d'une poursuite hypo- Schuldbtreibungs- und Konkursrecht. N° 37. 179 thecaire sur un immeuble sis en France. Il n'est des lo~s pas fon?e.a s~opposer a la continuation de la pour- sUite en realisation d'hypothec introduite par la Caisse hypothecaire sur les immeubles que Conversy possede a Geneve. Il n'y a aucune raison de lui recon- naitre des droits plus etendus en Suisse qu'en France. La convention de 1869 lui donne sans doute la faculte de fair~ vendre lesdits immeubles, mais sans prejudice du droit de la recourante d'en provoquer de son cote la vente par une poursuite individuelle en realisation' d'apres la loi fran~aise, qui regit la liquidation, l'exercic; de ce droit n'est pas incompatible avec celle-ci (cf. au sujet de l~ liq,~idation d'un gage mobilier RO 31 I n° 54, p. 313). D~s ~ Instant que le recours doit etre admis pour ce mObf, Il est superflu d'examiner s'n devrait l'etre ega- lernent, comme le soutient la recourante, en vertu de l'alea 5 de l'art. 6 de la convention et de la reserve qui y est formulee en ce qui concerne les droits des creanciers hypothecaires. Il suffit de relever que la convention de 1869 garantit en tout cas a la recourante, non seulement le for de la situation des immeubles pour toute contestation rela- tive a l'existence, a l'etendue et au rang de son hypo- theque (art. 7 Lf.), en sorte qu'elle n'est point tenue de faire reconnaitre celle-ci par une production dans la liquidation, mais encore une realisation et une distri- bution du prix conformes a la loi suisse (art. 6, al..3 et 5). Dans ces conditions, la realisation des immeubles hypo- theques ne peut avoir lieu que sur la base d'un etat des charges etabli par l'office charge de la vente, et il est indifferent qu'elle s'opere a la requisition de la re- courante par l'office des poursuites ou a la requete du liquidateur fran~ais par l'office des

faillites. Quant aux droits de la masse en liquidation sur le solde du prix apres collo- cation des hypotheques, il suffit pour les sauvegarder que les operations de la poursuite soient notifiees, non plus au debiteur personnellement, mais au liquidateur. 180

Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 38. La Chambre des Poursuites et des. Faillites prononce: Le recours est admis; en consequence, les decisions prises par l'office des poursuites de Geneve le 8 mars 1928 et par l' Autörite cantonale de surveillance le 28 avril 1928 sont annulees. 38. Entscheid. vom 18. Juni 1928 i. S. Sprenger. Gle~chwie geegu Konkursandrohungen, so kann auch gegen dw von einem ö r t I ich u n z u s t ä n d i g e n Betrei- bungsamt erlassenen. Z a h I u n g s b e f e h l e i n d e r W ~ c h s e i b e t r e i b u n g jederzeit B e s c h w e r d e g e f u h r t ~ e r d e n , s o l a n g e d e r · K o n k u r s n o c h n i c h t e r ö f f n e t w o r d e n I s t . A u A s s i l o n g t ~ m p s q u e l a f a i l l i t e n ' e s t p a s o u v e r t e , p l a i n l e p e u t e t r e p o r t e e e n t o u t t e m p s c o n t r e l a n o t i f i c a t i o n d ' u n c o m - m a n d e m e n ~ d e p a y e r d a n s u n e p o u r s u i t e p o u r e f f e t s d e c h a n g e p a r u n o f f l ~ e z n c o m p e t e n t q u a n t a u l i e u , c o m m e c ' e s t l e c a s p o u r c e q m c o n c e r n e l e s c o m m i n a t i o n s d e f a i l l i t e . F i n c h ~ ~ l f a . l l i n : e n t o n o n C d i c h i a r a t o , C , i n o g n i t e m p o , p r o p o m b l l e d r I C O r S ? c o n t r o l a n o t i f i c a , d a p a r t e d i U f f i c i o I I ~ c o ~ p e t e n t e r a h o n e I o e i , d i u n p r e c e t t o e s e c u t i v o c a m - b l a ~ l O , c o m e 10 s a r e b b e i l r i c o r s o c p n t r o l a c o m m i n a t o r i a d i f a l l i m e n t o . A . - D e r i n R h e i n f e l d e n , K a n t o n A a r g a u , w o h n e n d e R ~ k u r r e n t , w e l c h e r i n N e u - A l l s c h w i l , K a n t o n B a s e l - L a n d s c h a f t , d i e A l u m i n i u m w a r e n f a b r i k « E r g a » b e t r e i b t u ~ d h l e r : i m H a n d e l s r e g i s t e r e i n g e t r a g e n i s t , l i e s s s i c h v ~ e l f a c h : W i d e r s p r u c h s l o s d u r c h d a s B e t r e i b u n g s a m t B i n - n i n g e n , i n d e s s e n . . K r e i s N e u : A l l s c h w i l l i e g t , b e t r e i b e n , s o a * h a m 10 . M a r z 1928 s e I t e n s d e r A l u m i n i u m w a r e n - f a b r i k ~ o n t e n s c h w i l (B e t r e i b u n g N r . 11,575) u n d a m 17 . A p r i l 1928 f ü r W e c h s e l s e i t e n s d e r A l u m i n i u m w e r k e . A . - G . R o r s c h a c h (B e t r e i b u n g N r . 12,119) . A l s d e r e r s t - g e n a n n t e G l ä u b i g e r i n d e r z w e i t e n H ä l f t e M a i b e i m K o n - k u r s r i c h t e r v o n A r l e s h e i m , K a n t o n B a s e l - L a n d s c h a f t , d a s K o n k u r s b e g e h r ~ n s t e l l t e , f ü h r t e . d e r R e k u r r e n t a m S c h u l d b e t r e i b u n g s - u n d K o n k u r s r e c h t . N ° 38 . 181 25 . M a i b e i d e r A u f s i c h t s b e h ö r d e ü b e r S c h u l d b e t r e i b u n g u n d K o n k u r s d e s K a n t o n s B a s e l - L a n d s c h a f t B e s c h w e r d e m i t d e m A n t r a g a u f A u f h e b u n g s o w o h l d e r a m 18 . A p r i l z u g e s t e l l t e n K o n k u r s a n d r o h u n g i n d i e s e r B e t r e i b u n g a l s a u c h d e s W e c h s e l s - Z a h l u n g s b e f e h l e s N r . 12,119 w e g e n ö r t l i c h e r U n z u s t ä n d i g k e i t d e s B e t r e i b u n g s a m t e s B i n - n i n g e n . B . - D u r c h E n t s c h e i d v o m 1 . J u n i h a t d i e A u f s i c h t s - b e h ö r d e ü b e r S c h u l d b e t r e i b u n g u n d K o n k u r s d e s K a n t o n s B a s e l - L a n d s c h a f t d i e · B e s c h w e r d e a b g e w i e s e n . C . - D i e s e n E n t s c h e i d h a t d e r R e k u r r e n t a m 8 . J u n i a n d a s B u n d e s g e r i c h t w e i t e r g e z o g e n . D i e S c h u l d b e t r e i b u n g s - u n d K o n k u r s k a m m e r z i e h t i n E r w ä g u n g : D i e V o r i n s t a n z i s t d e r A u f f a s s u n g , d a s s w e d e r d i e K o n k u r s a n d r o h u n g , n o c h d e r W e c h s e l z a h l u n g s b e f e h l s p ä t e r a l s z e h n T a g e n a c h i h r e r Z u s t e l l u n g n o c h w e g e n ö r t l i c h e r U n z u s t ä n d i g k e i t a n g e f o c h t e n w e r d e n k ö n n e n , d a d u r c h d i e s e B e t r e i b u n g s h a n d l u n g e n k e i n e I n t e r e s s e n d r i t t e r , a m B e t r e i b u n g s v e r f a h r e n n i c h t b e t e i l i g t e r P e r - s o n e n b e e i n t r ä c h t i g t w e r d e n ; l e t z t e r e s w ü r d e e r s t d u r c h d i e K o n k u r s e r ö f f n u n g a m u n r i c h t i g e n O r t e i n t r e f f e n , w e s h a l b d i e i n B e t r a c h t k o m m e n d e n B e t r e i b u n g e n d u r c h K o n k u r s b e g e h r e n b e i m K o n k u r s r i c h t e r v o n R h e i n f e l d e n w e i t e r z u f ü h r e n s e i e n . D i e s e A u f f a s s u n g k ö n n t e n u r d a n n a l s z u t r e f f e n d b e - t r a c h t e t w e r d e n , w e n n d e r K o n k u r s r i c h t e r d a s g e s t ü t z t a u f e i n e i n s e i n e m S p r e n g e l d u r c h g e f ü h r t e B e t r e i b u n g g e s t e l l t e K o n k u r s b e g e h r e n d a r a u f h i n p r ü f e n d ü r f t e , o b d i e B e t r e i b u n g a m r i c h t i g e n O r t e d u r c h g e f ü h r t w o r d e n s e i , u n d d e m e n t s p r e c h e n d d i e K o n k u r s e r ö f f n u n g a b l e h n e n d ü r f t e , w e n n e r f i n d e t , d e r S c h u l d n e r h a b e s e i n e n W o h n - s i t z n i c h t i m B e t r e i b u n g s k r e i s o d e r m i n d e s t e n s n i c h t i m G e r i c h t s s p r e n g e l . A l l e i n d i e A r t . 172 u n d 173 S c h K G , w e l c h e d i e G r ü n d e a u f z ä h l e n , a u s w e l c h e n d e r K o n k u r s - r i c h t e r d a s K o n k u r s b e g e h r e n a b w e i s t o d e r s e i n E r k e n n t n i s A S 54 III - 1928 15

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.